

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 87 — 499

18 FEVRIER 1987. — Loi relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — L'admission

Article 1er. Pour être nommé au grade de sergent de réserve ou à un grade équivalent dans les forces terrestre, aérienne et navale et dans le service médical, il faut :

- 1° être Belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être âgé de 18 ans au moins et ne pas avoir dépassé l'âge que le Roi fixe;
- 4° posséder les qualités morales indispensables à l'état de sous-officier;
- 5° avoir suivi avec succès le cycle de formation fixé par le Roi;
- 6° satisfaire aux conditions d'aptitude que le Roi peut fixer;

7° avoir, en ce qui concerne le milicien, terminé le terme de service actif imposé par la législation sur la milice.

Art. 2. Les qualités morales du candidat sont appréciées par le chef d'état-major général avant qu'il ne commence sa formation de sous-officier. Au cours de la formation, cette appréciation peut être revue par le chef d'état-major de la force à laquelle le candidat appartient ou par le chef du service médical, selon le cas.

Préalablement à la commission au grade de sergent milicien et préalablement à la nomination au grade de sergent de réserve, les qualités morales du candidat font l'objet d'une nouvelle appréciation par les autorités habilitées à conférer ces grades en application des articles 4 et 6.

Art. 3. Outre les sous-officiers recrutés par application de l'article 1er, sont admis dans le cadre des sous-officiers de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, avec le grade dont ils sont revêtus et avec leur ancienneté dans ce grade :

1° à leur demande et aux conditions déterminées par le Roi :

- a) les sous-officiers de carrière ou de complément dont la démission de l'emploi a été acceptée par le Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 23 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ou qui sont mis à la pension en application des lois coordonnées sur les pensions militaires;
 - b) les sous-officiers féminins issus du cadre des sous-officiers auxiliaires de la force aérienne;
 - c) les sous-officiers féminins issus du cadre des sous-officiers temporaires;
- 2° d'office :
- a) les sous-officiers masculins issus du cadre des sous-officiers auxiliaires de la force aérienne;

(1) Session 1986-1987.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 659, n° 1. — Amendement, n° 2. — Article modifié par la Commission de la Défense nationale, n° 3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 1986.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 431, n° 1. — Rapport, n° 2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 10 février 1987. Adoption. Séance du 12 février 1987.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 499

18 FEBRUARI 1987. — Wet betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — De toelating

Artikel 1. Om in de graad van reserve-sergeant of in een gelijkwaardige graad in de land-, de lucht- en de zeemacht en in de medische dienst benoemd te worden, moet men :

- 1° Belg zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° ten minste 18 jaar oud zijn en de leeftijd die de Koning bepaalt niet overschreden hebben;
- 4° de zedelijke hoedanigheden bezitten, die voor de staat van onderofficier onontbeerlijk zijn;
- 5° met goed gevolg de opleidingscyclus gevolgd hebben door de Koning bepaald;
- 6° voldoen aan de geschiktheidsvoorwaarden die de Koning kan vaststellen;
- 7° wat de dienstplichtige betreft, de door de dienstplichtwetten opgelegde werkelijke diensttermijn voleindigd hebben.

Art. 2. Alvorens de kandidaat zijn opleiding begint, worden zijn zedelijke hoedanigheden door de chef van de generale staf beoordeeld. Deze beoordeling kan in de loop van de opleiding, naar gelang van het geval, door de chef van het krijgsmachtdeel waartoe de kandidaat behoort of door de chef van de medische dienst worden herzien.

Alvorens de kandidaat in de graad van dienstplichtig sergeant wordt aangesteld en alvorens hij in de graad van reservesergeant wordt benoemd, worden zijn zedelijke hoedanigheden opnieuw beoordeeld door de overheden die krachtens de artikelen 4 en 6 bevoegd zijn om de graden te verlenen.

Art. 3. Naast de onderofficieren die met toepassing van artikel 1 zijn aangeworven, worden tot het kader van de reserveonderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst toegelaten, met de graad die zij bezitten en met hun anciënniteit in die graad :

- 1° op hun aanvraag en onder de voorwaarden bepaald door de Koning :
 - a) de beroeps- of aanvullingsonderofficieren wier ontslag uit het ambt krachtens artikel 23 van de wet van 27 december 1961, houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, aangenomen is, of die gepensioneerd zijn met toepassing van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen;
 - b) de vrouwelijke onderofficieren komende uit het kader van de hulponderofficieren van de luchtmacht;
 - c) de vrouwelijke onderofficieren komende uit het kader van de tijdelijke onderofficieren;
- 2° van ambtswege :
 - a) de mannelijke onderofficieren komende uit het kader van de hulponderofficieren van de luchtmacht;

(1) Zitting 1986-1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 659, nr. 1. — Amendement, nr. 2. — Artikel gewijzigd door de Commissie voor de Landsverdediging, nr. 3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 1986.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 431, nr. 1. — Verslag, nr. 2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 10 februari 1987. — Aanneming. Vergadering van 12 februari 1987.

b) les sous-officiers masculins issus du cadre des sous-officiers temporaires

CHAPITRE II. — *Le grade*

Art. 4. Le grade constitue l'état du sous-officier de réserve. Les sous-officiers de réserve sont nommés aux divers grades par le Ministre de la Défense nationale. Ces grades sont identiques à ceux des sous-officiers de carrière.

Art. 5. Le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831 est prêté entre les mains du chef de corps par le sous-officier de réserve qui est revêtu du grade de sergent ou d'un grade équivalent.

Art. 6. Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire d'un rang au moins égal à celui de chef de corps qu'il désigne, peuvent commissionner au grade de sergent ou à un grade équivalent avant l'expiration de son terme de service actif, le milicien candidat sous-officier de réserve. Dans ce cas, le candidat prête le serment prévu à l'article 5.

Le Roi règle les modalités d'octroi et de retrait de la commission. Toutefois, le retrait est obligatoire lorsque le milicien commissionné ne satisfait pas en temps voulu aux conditions à remplir pour la nomination au grade de sergent de réserve ou à un grade équivalent.

Art. 7. Le sous-officier de réserve peut être démis d'office de son grade :

1° s'il a été reconnu coupable de faits graves incompatibles avec son état;

2° s'il a fait preuve d'incapacité professionnelle à l'occasion de ses prestations.

Le Ministre de la Défense nationale prononce la démission d'office par une décision motivée.

Dans le cas prévu au premier alinéa, 1°, la mesure est prise après consultation d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête recherche si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité.

Le Roi fixe la composition du conseil d'enquête et règle la procédure. Les sous-officiers de réserve y sont représentés.

Dans le cas prévu au premier alinéa, 2°, la mesure est prise sur proposition des chefs hiérarchiques.

Art. 8. Sans préjudice des dispositions pénales, entraînent de plein droit le retrait du grade :

1° la perte de la nationalité belge;

2° l'interdiction à perpétuité ou à temps, de l'exercice de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal, résultant d'une condamnation prononcée sans sursis.

Art. 9. § 1er. Le sous-officier de réserve peut, à sa demande, obtenir la démission de son grade. La démission doit être donnée par écrit; elle n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Ministre de la Défense nationale. Celui-ci peut la refuser s'il estime qu'elle est contraire à l'intérêt du service.

§ 2. Le sous-officier de réserve dont la démission a été acceptée pour lui permettre d'être agréé en qualité de candidat officier ou sous-officier des cadres actifs est, s'il n'est pas nommé dans un de ces cadres, réintégré dans le cadre des sous-officiers de réserve aux conditions que le Roi fixe. Il lui est accordé l'ancienneté et le grade qu'il aurait obtenus s'il n'avait pas quitté le cadre des sous-officiers de réserve.

Le refus de réintégration est prononcé par le Ministre de la Défense nationale.

CHAPITRE III

Les rappels et les prestations volontaires

Art. 10. Les sous-officiers de réserve sont assujettis aux rappels suivants :

1° les rappels ordinaires, dont la durée ne peut excéder vingt-sept jours par année;

2° les rappels d'urgence en temps de paix dans les cas prévus par la législation sur la milice pour les militaires en congé illimité;

3° les rappels en cas de mobilisation.

Art. 11. § 1er. Les sous-officiers de réserve peuvent, à l'invitation du Ministre de la Défense nationale ou avec son accord, effectuer des prestations d'entraînement de courte durée.

§ 2. Dans des circonstances exceptionnelles et pour assurer l'encadrement des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical sur le pied de paix, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser les sous-officiers de réserve à servir dans une formation de ces forces armées. La durée de ces prestations ne peut excéder quatre années.

b) de mannelijke onderofficieren komende uit het kader van de tijdelijke onderofficieren.

HOOFDSTUK II. — *De graad*

Art. 4. De graad vormt de staat van de reserveonderofficier. De reserveonderofficieren worden in de verschillende graden benoemd door de Minister van Landsverdediging. Die graden zijn dezelfde als die van de beroepsreserveonderofficieren.

Art. 5. De bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed wordt door de reserveonderofficier die de graad van sergeant of een gelijkwaardige graad heeft, afgelegd in de handen van de korpscommandant.

Art. 6. De Minister van Landsverdediging of de militaire overheid die hij aanwijst en die minstens de rang van korpscommandant heeft, kunnen de dienstplichtige kandidaat-reserveonderofficier voor het einde van zijn diensttijd in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad aanstellen. In dat geval legt de kandidaat de bij artikel 5 voorgeschreven eed af.

De Koning bepaalt de wijze waarop het verlenen en het intrekken van de aanstelling geschiedt. De intrekking is evenwel verplicht wanneer de aangestelde dienstplichtige niet te rechter tijd voldoet aan de voorwaarden die voor de benoeming in de graad van reserve-sergeant of in een gelijkwaardige graad moeten worden vervuld.

Art. 7. De reserveonderofficier kan van ambtswege uit zijn graad ontslagen worden :

1° indien hij zich aan ernstige, met zijn staat niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt;

2° indien tijdens zijn prestaties beroepsongeschiktheid gebleken is.

Het ontslag van ambtswege wordt door de Minister van Landsverdediging uitgesproken bij een gemotiveerde beslissing.

In het geval bepaald in het eerste lid, 1°, wordt de maatregel genomen na raadpleging van een onderzoeksraad.

De onderzoeksraad gaat na of de feiten vaststaan en brengt advies uit over de ernst ervan.

De Koning bepaalt de samenstelling van de onderzoeksraad en regelt de procedure. De reserveonderofficieren zijn erin vertegenwoordigd.

In het geval bepaald in het eerste lid, 2°, wordt de maatregel genomen op voorstel van de hiërarchische meerderen.

Art. 8. Onverminderd de strafbepalingen, hebben van rechtswege ontneming van de graad te gevolge :

1° het verlies van de Belgische nationaliteit;

2° de levenslange of tijdelijke ontzetting van een van de rechten die opgesomd zijn in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek, volgend uit een zonder uitstel uitgesproken veroordeling.

Art. 9. § 1. De reserveonderofficier kan, op zijn verzoek, ontslag uit zijn graad verkrijgen. Het ontslag moet schriftelijk worden ingediend; het heeft eerst uitwerking wanneer de Minister van Landsverdediging het heeft aangenomen. Hij kan het weigeren indien hij oordeelt dat het strijdig is met het belang van de dienst.

§ 2. De reserveonderofficier wiens ontslag is aangenomen opdat hij als kandidaat-officier of -onderofficier van de actieve kaders kan worden aanvaard, wordt, wanneer hij niet benoemd wordt in een van die kaders, opnieuw in het kader van de reserveonderofficieren opgenomen onder de voorwaarden die de Koning bepaalt. Hem wordt de anciënniteit in de graad verleend die hij zou verworven hebben indien hij het kader van de reserveonderofficieren niet had verlaten.

De weigering tot wederopneming wordt uitgesproken door de Minister van Landsverdediging.

HOOFDSTUK III

De wederoproepingen en de vrijwillige prestaties

Art. 10. De reserveonderofficieren zijn onderworpen aan de volgende wederoproepingen :

1° gewone wederoproepingen, waarvan de duur zevenentwintig dagen per jaar niet mag overschrijden;

2° spoedwederoproepingen in vredstijd, in de gevallen welke de dienstplichtwetgeving voor militairen met onbepaald verlof voorziet;

3° mobilisatiewederoproepingen.

Art. 11. § 1. De reserveonderofficieren kunnen, op verzoek van de Minister van Landsverdediging of met zijn goedvinden, trainingsprestaties van korte duur verrichten.

§ 2. In uitzonderlijke omstandigheden en met het oog op de kade-behoeften van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst of vredesvoet, kan de Minister van Landsverdediging de reserveonderofficieren toestaan te dienen in een formatie van de krijgsmacht delen. De duur van deze prestaties mag vier jaar niet te boven gaan.

Le début de ces prestations doit coïncider avec la fin du service accompli soit en qualité de milicien, soit en qualité de sous-officier du cadre de carrière ou de complément.

Les prestations visées au deuxième alinéa sont considérées comme ayant été effectuées dans le cadre du personnel militaire temporaire pour l'application des articles 7, 22, 1^o, et 27, 1^o, de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

§ 3. Pour assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationales, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser les sous-officiers de réserve à servir en temps de paix dans les formations armées ou dans les organismes constitués pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale.

§ 4. Le Roi fixe les règles applicables aux sous-officiers de réserve visés aux §§ 2 et 3.

CHAPITRE IV. — La position

Art. 12. Le sous-officier de réserve se trouve soit en activité, soit en non-activité, soit en congé illimité.

Lorsqu'il se trouve en activité ou en non-activité, il est dit « en service ».

Art. 13. Le sous-officier de réserve est en position d'activité :

1^o dans les cas définis aux articles 10 et 11, sous réserve de l'application des articles 19 et 20, deuxième alinéa;

2^o lorsque, à l'issue d'une période d'activité, il est frappé d'une incapacité de travail consécutive à un accident survenu en service et par le fait du service, ou à une affectation contractée ou aggravée en service et par le fait du service, et lorsqu'il désire être maintenu en activité conformément aux conditions fixées par le Roi.

Art. 14. Le Roi détermine le temps pendant lequel le sous-officier de réserve en position d'activité peut être absent pour motif de santé. A l'expiration de cette période et pour autant que l'intéressé n'ait pas été réformé dans l'intervalle, le sous-officier de réserve doit être placé en congé illimité si son état de santé ne lui permet pas de reprendre du service.

Art. 15. Le sous-officier de réserve en service est en congé illimité dans tous les cas autres que ceux visés aux articles 13 et 16.

Art. 16. § 1er. Le sous-officier de réserve en service ne peut être mis en non-activité que dans les cas suivants :

- 1^o pour motif de santé;
- 2^o par mesure disciplinaire;
- 3^o par application des articles 19, cinquième alinéa, et 20, deuxième alinéa.

§ 2. Sont considérés de plein droit en non-activité :

- 1^o les sous-officiers de réserve en service dont l'absence a été reconnue irrégulière;
- 2^o les sous-officiers de réserve en service, condamnés par une juridiction belge à une peine, non-disciplinaire privative de liberté, pendant qu'ils subissent cette peine.

Art. 17. Au cours de la période visée à l'article 14, le Ministre de la Défense nationale peut mettre en non-activité pour motif de santé, le sous-officier de réserve qui, de l'avis d'une commission médicale, est incapable de reprendre du service.

Art. 18. Le sous-officier de réserve en service peut être mis, pour une période déterminée, en non-activité pour motif disciplinaire, par le Ministre de la Défense nationale.

Art. 19. Lorsque le Ministre de la Défense nationale estime que la présence d'un sous-officier de réserve dans les forces armées porte atteinte à la discipline ou au bon renom de l'armée, il peut, par mesure d'ordre, suspendre ce sous-officier pour une durée maximum de trois mois. Il peut, en cas de besoin, prolonger la suspension de trois mois en trois mois par décision motivée. Lorsqu'une action judiciaire est intentée en raison des faits qui motivent la suspension, celle-ci doit prendre fin au plus tard six mois après la fin de l'action judiciaire; dans les autres cas, sa durée ne peut excéder deux ans.

La mesure suspend l'application de toute disposition relative à la sortie du cadre de réserve.

Si aucune sanction entraînant la sortie du cadre de réserve n'est prononcée, la période de suspension est convertie en période d'activité.

Dans le cas où une mise en non-activité par mesure disciplinaire est prononcée, sans qu'elle couvre entièrement la durée de la suspension, la période complémentaire est convertie en période d'activité.

Het begin van deze prestaties dient samen te vallen met het einde van de dienst volbracht, hetzij als dienstplichtige, hetzij als onderofficier van het beroeps- of aanvullingskader.

De in het tweede lid bedoelde prestaties worden, voor de toepassing van de artikelen 7, 22, 1^o, en 27, 1^o, van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, geacht te zijn verricht in het kader van het tijdelijk militair personeel.

§ 3. Ter uitvoering van de verplichtingen die België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, kan de Minister van Landsverdediging aan de reserveonderofficiëren toestaan in vredes-tijd te dienen in gewapende formaties of in lichamen opgericht met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid.

§ 4. De Koning bepaalt de regels die toepasselijk zijn op de in §§ 2 en 3 bedoelde reserveonderofficiëren.

HOOFDSTUK IV. — De stand

Art. 12. De reserveonderofficier bevindt zich hetzij in werkelijke dienst, hetzij op non-activiteit, hetzij met onbepaald verlof.

Wanneer hij in werkelijke dienst of op non-activiteit is, wordt hij beschouwd als « in dienst ».

Art. 13. De reserveonderofficier is in werkelijke dienst :

1^o in de gevallen bepaald in de artikelen 10 en 11, behoudens toepassing van de artikelen 19 en 20, tweede lid;

2^o wanneer hij aan het einde van een periode van werkelijke dienst arbeidsongeschikt is ten gevolge van een ongeval hem overkomen gedurende de dienst en door de dienst, of ten gevolge van een kwaal ontstaan of verergerd gedurende de dienst en door de dienst, en wanneer hij in werkelijke dienst wenst te blijven overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld door de Koning.

Art. 14. De Koning bepaalt hoelang de reserveonderofficier, in werkelijk dienst, om gezondheidsredenen afwezig mag zijn. Bij het einde van deze periode en voor zover de belanghebbende onder-tussen niet op reform werd gesteld, moet de reserveonderofficier met onbepaald verlof gesteld worden indien zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat de dienst te hervatten.

Art. 15. De reserveonderofficier is met onbepaald verlof in alle gevallen die niet zijn bedoeld in de artikelen 13 en 16.

Art. 16. § 1. De reserveonderofficier in dienst kan slechts in de volgende gevallen op non-activiteit gesteld worden :

- 1^o om gezondheidsredenen;
- 2^o bij tuchtmaatregel;
- 3^o met toepassing van de artikelen 19, vijfde lid, en 20, tweede lid.

§ 2. Geacht worden van rechtswege op non-activiteit te zijn :

- 1^o de reserveonderofficiëren in dienst wier afwezigheid onregelmatig is bevonden;
- 2^o de reserveonderofficiëren in dienst die door een Belgische rechtbank tot een niet krijgstuuchtelijke vrijheidsstraf zijn veroordeeld terwijl zij deze straf ondergaan.

Art. 17. Gedurende de in artikel 14 bedoelde tijd kan de Minister van Landsverdediging de reserveonderofficier die, volgens het advies van een geneeskundige commissie, niet in staat is om de dienst te hervatten, op non-activiteit om gezondheidsredenen stellen.

Art. 18. De reserveonderofficier in dienst kan door de Minister van Landsverdediging voor een bepaalde tijd op non-activiteit bij tuchtmaatregel gesteld worden.

Art. 19. Wanneer de Minister van Landsverdediging oordeelt dat de aanwezigheid van een reserveonderofficier in de krijgsmacht-delen de tucht of de goede naam van het leger aantast, kan hij bij ordemaatregel, deze onderofficier voor ten hoogste drie maanden schorsen. Hij kan zo nodig de schorsing telkens met drie maanden verlengen bij een gemotiveerde beslissing. Wanneer een rechtsvordering ingesteld wordt wegens de feiten die aan de schorsing ten grondslag liggen, moet deze laatste uiterlijk zes maanden na het einde van de rechtsvordering een einde nemen; in de andere gevallen mag haar duur twee jaar niet overtreffen.

De maatregel schorst de toepassing van elke bepaling betreffende het uitreden uit het reservekader.

Indien geen sanctie, die het uitreden uit het reservekader tot gevolg heeft, wordt uitgesproken, wordt de periode van schorsing omgezet in een periode van werkelijk dienst.

Wanneer de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken zonder dat ze voor de hele schorsingstijd geldt, wordt de aanvullende periode omgezet in periode van werkelijke dienst.

Si la démission d'office du grade ou la dégradation militaire est prononcée, ou si le sous-officier de réserve est privé par une condamnation prononcée sans sursis de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1^o ou 6^o, du Code pénal, la suspension est convertie en non-activité.

Art. 20. Lorsqu'un sous-officier de réserve en service est séparé de l'armée, soit en raison de circonstances de guerre, soit en raison de circonstances extraordinaires qui ne sont pas son fait, toute disposition relative à la sortie du cadre de réserve est suspendue à son égard pendant son absence.

Lorsqu'elle a pris fin, la période d'absence est convertie en tout ou en partie en non-activité si les faits qui ont causé l'absence ou si la conduite du sous-officier pendant l'absence sont incompatibles avec son état de sous-officier.

La mesure est prise conformément aux dispositions de l'article 7, deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas.

La date à partir de laquelle le sous-officier qui a été séparé de l'armée doit être considéré comme démobilisé est déterminée par le Ministre de la Défense nationale, conformément aux dispositions générales prévues par le Roi.

CHAPITRE V. — Les emplois et les groupes d'emplois

Art. 21. Dans chacune de forces armées, les emplois auxquels les sous-officiers de réserve peuvent être affectés sont répartis par le Roi en groupes d'emplois.

Art. 22. Les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical sont applicables aux sous-officiers de réserve.

Art. 23. § 1er. L'affectation des sous-officiers de réserve est réglée par le Ministre de la Défense nationale suivant les nécessités de l'encadrement des forces armées mobilisées.

§ 2. Les sous-officiers de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical peuvent, aux conditions fixées par le Roi, être désignés pour faire partie de la réserve de gendarmerie.

Art. 24. Lorsque les nécessités de l'encadrement l'exigent, le Ministre de la Défense nationale peut commissioner, à titre précaire, un sous-officier de réserve pour exercer l'emploi d'un grade supérieur. Les effets de la commission sont déterminés par le Roi. Toutefois, pour l'application de la présente loi, seul le grade auquel ce sous-officier est nommé est pris en considération.

CHAPITRE VI. — L'ancienneté pour l'avancement de grade

Art. 25. L'ancienneté dans le grade est déterminée par la date de nomination à ce grade.

Art. 26. L'ancienneté relative des sous-officiers de réserve nommés au même grade à la même date est déterminée suivant les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Art. 27. L'article 32, 1^o et 2^o, ainsi que l'article 33 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical sont applicables aux sous-officiers de réserve.

CHAPITRE VII. — L'avancement de grade

Art. 28. L'avancement de grade des sous-officiers de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical est limité aux besoins de l'armée mobilisée.

L'avancement des sous-officiers de réserve désignés pour faire partie de la réserve de gendarmerie est limité aux besoins de la gendarmerie.

Art. 29. Dans chacune des forces armées, l'avancement des sous-officiers de réserve a lieu dans le groupe d'emplois auquel ils sont affectés.

Art. 30. L'avancement des sous-officiers de réserve est distinct de celui des sous-officiers des cadres actifs; il ne peut être plus rapide que ce dernier, sauf dans les cas exceptionnels prévus par le Roi.

Art. 31. § 1er. Les grades des sous-officiers de réserve sont conférés à l'ancienneté aux sous-officiers qui remplissent les conditions fixées dans la présente loi.

Toutefois, le sous-officier de réserve dont la manière de servir n'est pas jugée satisfaisante ou qui n'est pas jugé apte à l'exercice des fonctions du grade supérieur, peut être dépassé à l'avancement.

Wanneer ontslag van ambtswege uit de graad of militaire degradatie wordt uitgesproken of wanneer de reserveonderofficier door een zonder uitzondering uitgesproken veroordeling ontzet is van een van de in artikel 31, 1^o of 6^o, van het Strafwetboek genoemde rechten, wordt de schorsing omgezet in non-activiteit.

Art. 20. Wanneer een in dienst zijnde reserveonderofficier gescheiden is van het leger, hetzij tengevolge van oorlogsomstandigheden is van het leger, hetzij tengevolge van oorlogsomstandigheden, hetzij door uitzonderlijke omstandigheden die niet aan hem het reservekader te zijnen opzichte geschorst gedurende zijn afwezigheid.

Wanneer de periode van afwezigheid ten einde is, wordt ze geheel of ten dele in non-activiteit omgezet, indien de aan de afwezigheid ten grondslag liggende feiten of het gedrag van de onderofficier gedurende de afwezigheid, met zijn staat van onderofficier niet overeen te brengen zijn.

De maatregel wordt genomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, tweede, derde, vierde en vijfde lid.

De datum met ingang waarvan de van het leger gescheiden onderofficier als gedemobiliseerd moet worden beschouwd, wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald, volgens de algemene voorzieningen welke de Koning treft.

HOOFDSTUK V. — De ambten en de groepen van ambten

Art. 21. In elk der krijgsmacht delen worden de ambten tot welke de reserveonderofficiëren kunnen aangewezen worden door de Koning in ambtengroepen verdeeld.

Art. 22. De artikelen 4, 5, 6 en 7 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficiëren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, zijn toepasselijk op de reserveonderofficiëren.

Art. 23. § 1. De aanwijzing van de reserveonderofficiëren wordt geregeld door de Minister van Landsverdediging volgens de kaderbehoef ten van de gemobiliseerde krijgsmacht delen.

§ 2. De reserveonderofficiëren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst kunnen, onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning, aangewezen worden om deel uit te maken van de reserve van de rijkswacht.

Art. 24. Wanneer de kaderbehoef ten het vereisen, kan de Minister van Landsverdediging een reserveonderofficier, tot wederopzeggen, aanstellen om het ambt van een hogere graad uit te oefenen. De gevolgen van de aanstelling worden door de Koning bepaald. Nochtans komt, voor de toepassing van deze wet, alleen de graad in welke de onderofficier benoemd is, in aanmerking.

HOOFDSTUK VI. — De anciënniteit voor de bevordering in graad

Art. 25. De anciënniteit in de graad wordt bepaald door de datum van benoeming tot deze graad.

Art. 26. De betrekkelijke anciënniteit van de reserveonderofficiëren die tot dezelfde graad benoemd zijn op dezelfde datum, wordt bepaald volgens de regels vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

Art. 27. Artikel 32, 1^o en 2^o, alsook het artikel 33 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficiëren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, zijn toepasselijk op de reserveonderofficiëren.

HOOFDSTUK VII. — De bevordering in graad

Art. 28. De bevordering in graad van de reserveonderofficiëren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, wordt beperkt tot de behoeften van het gemobiliseerde leger.

De bevordering van de reserveonderofficiëren aangewezen om deel uit te maken van de reserve van de rijkswacht wordt beperkt tot de behoeften van de rijkswacht.

Art. 29. In elk van de krijgsmacht delen heeft de bevordering van de reserveonderofficiëren plaats in de ambtengroep waarvoor zij zijn aangewezen.

Art. 30. De bevordering van de reserveonderofficiëren is onderscheiden van de bevordering van de beroepsonderofficiëren; zij mag niet vlugger gaan dan deze laatste, behalve in de uitzonderingsgevallen die de Koning bepaalt.

Art. 31. § 1. De graden van reserveonderofficier worden naar anciënniteit verleend aan de onderofficiëren die aan ^{de} in deze wet bepaalde voorwaarden voldoen.

Evenwel kan de reserveonderofficier, wiens wijze van dienen onvoldoende geacht wordt of die niet geschikt bevonden wordt voor de uitoefening van de functies van de hogere graad, voorbijgegaan worden in de bevordering.

L'aptitude et la manière de servir sont appréciées par le Ministre de la Défense nationale après avis motivé des supérieurs hiérarchiques.

Aucun avis défavorable ne peut être transmis au Ministre de la Défense nationale sans que le sous-officier de réserve ait pu faire valoir ses justifications.

§ 2. La candidature du sous-officier de réserve dépassé à l'avancement est réexaminée dans un délai de cinq ans à dater du premier examen. Le sous-officier de réserve qui n'a pas été promu après ce deuxième examen ne participe plus à l'avancement.

Art. 32. Outre les rappels prévus à l'article 10, le Roi peut subordonner l'avancement des sous-officiers de réserve à des prestations de formation ou d'entraînement qu'il détermine.

Art. 33. § 1er. Nul ne peut être nommé au grade de premier sergent-major ou à un grade équivalent, s'il n'a satisfait à une épreuve dont le Roi fixe la nature ainsi que les conditions de participation et de réussite.

§ 2. Les sous-officiers de réserve issus du cadre des sous-officiers de carrière peuvent être dispensés de cette épreuve aux conditions fixées par le Roi.

Art. 34. Les sous-officiers de réserve ne peuvent être promus au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent dans le cadre de réserve.

Toutefois les sous-officiers de réserve issus du cadre des sous-officiers de carrière, qui ont satisfait au concours de qualification visé à l'article 39 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, sans s'être classés en ordre utiles, peuvent être promus dans le cadre de réserve au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent, aux conditions fixées par le Roi.

Art. 35. § 1er. Le sous-officier de réserve ne peut être promu à un grade supérieur pendant qu'il est soit en non-activité, soit suspendu par mesure d'ordre, soit séparé de l'armée.

§ 2. Le sous-officier de réserve visé au § 1er peut au moment où il est remis en activité ou en congé illimité, être promu avec effet rétroactif aux conditions fixées par le Roi.

§ 3. Le sous-officier de réserve qui sert en vertu des dispositions de l'article 11, § 2 et § 3, ne peut pendant la durée de ces prestations être nommé à un grade supérieur.

CHAPITRE VIII. — *Le régime disciplinaire*

Art. 36. Quand il est en service, le sous-officier de réserve est soumis au régime disciplinaire du sous-officier de carrière. Il en est de même du milicien commissionné au grade de sergent en application de l'article 6 de la présente loi.

Art. 37. § 1er. Les punitions disciplinaires qui peuvent être appliquées aux sous-officiers de réserve en congé illimité sont les suivantes :

- l'avertissement;
- le blâme;
- la réprimande.

§ 2. Le Roi fixe les modalités d'exécution du § 1er.

Art. 38. Les sous-officiers de réserve en service sont soumis aux lois pénales militaires. Les sous-officiers de réserve en congé illimité sont soumis aux dispositions des lois pénales militaires applicables aux militaires en congé illimité.

CHAPITRE IX. — *Sortie du cadre de réserve*

Art. 39. Le sous-officier de réserve cesse d'appartenir au cadre de réserve :

- 1° par démission d'office du grade, par retrait du grade ou par démission du grade, en application des articles 7, 8 et 9 de la présente loi;
- 2° par limite d'âge;
- 3° par licenciement;
- 4° par réforme.

Le sous-officier de réserve qui a quitté le cadre de réserve en application des 2°, 3° et 4° conserve son grade à titre honorifique.

Le Ministre de la Défense nationale peut, par arrêté motivé, lui retirer ce grade honorifique s'il s'est montré indigne de le porter.

Art. 40. Le Roi détermine l'âge auquel les sous-officiers de réserve des différents grades et des différents groupes d'emplois cessent de faire partie du cadre de réserve.

De geschiktheid en de wijze van dienen worden beoordeeld door de Minister van Landsverdediging na gemotiveerd advies van de hiërarchische meerderen.

Geen enkel ongunstig advies mag aan de Minister van Landsverdediging worden toegezonden zonder dat de reserveonderofficier zich heeft kunnen rechtvaardigen.

§ 2. De kandidatuur van de reserveonderofficier die voorbijgegaan werd in de bevordering wordt opnieuw onderzocht binnen een termijn van vijf jaar sinds het eerste onderzoek. De reserveonderofficier die niet bevorderd werd na dit tweede onderzoek neemt niet meer deel aan de bevordering.

Art. 32. Naast de wederoproepingen bepaald in artikel 10, kan de Koning de bevordering van de reserveonderofficiëren afhankelijk stellen van de door Hem te bepalen opleidings- en trainingsprestaties.

Art. 33. § 1. Niemand kan tot de graad van eerste sergeant-majoor of tot een gelijkwaardige graad benoemd worden indien hij niet geslaagd is voor een examen waarvan de Koning de aard en de voorwaarden tot deelname en tot slagen bepaalt.

§ 2. De reserveonderofficiëren die uit het kader van de beroepsonderofficiëren komen, kunnen van dit examen vrijgesteld worden onder de voorwaarden die de Koning bepaalt.

Art. 34. De reserveonderofficiëren kunnen niet worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad in het reservekader.

De reserveonderofficiëren die uit het kader van de beroepsonderofficiëren komen, die voldaan hebben aan het vergelijkend kwalificatie-examen bedoeld in artikel 39 van de wet van 27 december 1961 houdende statut van de onderofficiëren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, maar niet batig gerangschikt zijn, kunnen onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden in het reservekader worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad.

Art. 35. § 1. De reserveonderofficier kan niet bevorderd worden tot een hogere graad wanneer hij hetzij in non-activiteit, hetzij geschorst bij ordemaatregel, hetzij gescheiden van het leger is.

§ 2. De reserveonderofficier bedoeld in § 1 kan, op het ogenblik dat hij in activiteit of met onbepaald verlof geplaatst wordt, met terugwerkende kracht bevorderd worden onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden.

§ 3. De reserveonderofficier die dient krachtens de bepalingen van artikel 11, § 2 en § 3, kan tijdens de duur van deze prestaties niet benoemd worden tot een hogere graad.

HOOFDSTUK VIII. — *Het tuchtstelsel*

Art. 36. Wanneer hij in dienst is, is de reserveonderofficier onderworpen aan het tuchtstelsel van de beroepsonderofficier. Hetzelfde geldt voor de dienstplichtige die krachtens artikel 6 van deze wet aangesteld werd tot de graad van sergeant.

Art. 37. § 1. De tuchtstraffen die kunnen opgelegd worden aan de reserveonderofficier met onbepaald verlof zijn de volgende :

- de waarschuwing;
- de blaam;
- de berisping.

§ 2. De Koning bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van § 1.

Art. 38. De reserveonderofficiëren in dienst zijn onderworpen aan de militaire strafwetten. De reserveonderofficiëren met onbepaald verlof zijn onderworpen aan de bepalingen van de militaire strafwetten die gelden voor de militairen met onbepaald verlof.

HOOFDSTUK IX. — *Uittreden uit het reservekader*

Art. 39. De reserveonderofficier houdt op tot het reservekader te behoren :

- 1° door ontslag van ambtswege uit de graad, door ontneming van de graad, of door ontslag uit de graad bij toepassing van de artikelen 7, 8 en 9 van deze wet;
- 2° door het bereiken van de leeftijdsgrens;
- 3° door afdanking;
- 4° door reform.

De reserveonderofficier die het reservekader verlaten heeft bij toepassing van 2°, 3° en 4° behoudt zijn graad eershalve.

De Minister van Landsverdediging kan hem, door gemotiveerd besluit, deze eregraad ontnemen indien hij zich onwaardig getoond heeft hem te behouden.

Art. 40. De Koning bepaalt op welke leeftijd de reserveonderofficiëren van de verschillende graden en ambtengroepen ophouden tot het reservekader te behoren.

Art. 41. Le Ministre de la Défense nationale, peut en cas de pléthore, licencier, à partir de la date à laquelle les miliciens de sa classe n'ont plus d'obligations militaires, le sous-officier de réserve qui n'est plus nécessaire à l'encadrement de l'armée.

Art. 42. Le Ministre de la Défense nationale réforme le sous-officier de réserve qui, de l'avis d'une commission médicale, est définitivement hors d'état de continuer à servir.

L'intéressé n'a plus d'obligations militaires.

CHAPITRE X. — Dispositions diverses

Art. 43. Le sous-officier de réserve autorisé à servir en temps de paix par application de l'article 11, § 2 et § 3, ou maintenu en service après cette période d'activité en application de l'article 13, 2° est soumis :

- a) aux lois coordonnées sur les pensions militaires;
- b) à la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Art. 44. Les prestations prévues aux articles 10, 1°, et 11, § 1er, de même que la période d'activité visée à l'article 13, 2°, lorsqu'elle suit immédiatement les prestations précitées, sont comprises dans les rappels sous les armes donnant lieu aux mesures de sauvegarde ou à l'octroi des avantages prévus par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et aux lois et réglementations relatives aux allocations familiales et à la sécurité sociale des travailleurs, sans préjudice des sauvegardes et avantages accordés pour des prestations autres que celles qui sont visées par le présent article.

Art. 45. Les administrations et les régies de l'Etat, des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes ainsi que les entreprises concessionnaires de services publics, et les établissements subventionnés par ces administrations, doivent accorder à leurs agents, sous-officiers de réserve, les congés nécessaires à l'exécution des prestations militaires prévues, tant pour leur instruction que pour leur avancement. Ces congés ne sont pas décomptés de ceux dont les intéressés peuvent normalement bénéficier.

Art. 46. Lorsque l'armée est mobilisée, le Roi peut suspendre l'application de l'article 1er, 5° et 7°, et de l'article 30.

Art. 47. Pour l'application des dispositions de la présente loi, le service médical est considéré comme une force armée.

CHAPITRE XI. — Dispositions modificatives

Art. 48. L'article 55 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. § 1er. Outre les officiers recrutés par application de l'article 54, sont admis dans le cadre des officiers de réserve, aux conditions fixées par le Roi :

- » 1° à leur demande :
 - » a) les officiers de carrière ou de complément dont la démission de l'emploi a été acceptée par le Roi, ou qui sont mis à la pension en application des lois coordonnées sur les pensions militaires;
 - » b) les officiers féminins issus du cadre des officiers auxiliaires de la force aérienne;
 - » c) les officiers féminins issus du cadre des officiers temporaires;
- » 2° d'office :
 - » a) les officiers masculins issus du cadre des officiers auxiliaires de la force aérienne;
 - » b) les officiers masculins issus du cadre des officiers temporaires. »

Art. 49. L'article 60, 2°, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° l'interdiction, à perpétuité ou à temps, de l'exercice d'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal résultant d'une condamnation prononcée sans sursis. »

Art. 50. A l'article 61 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :
 - « § 2. L'officier de réserve dont la démission a été acceptée en vue d'être agréé en qualité de candidat officier des cadres actifs est, s'il n'est pas normé dans un de ces cadres, réintégré dans le cadre des

Art. 41. Indien er te veel reserveonderofficieren zijn, kan de Minister van Landsverdediging degenen die niet meer nodig zijn voor de kaders van het leger, afanken vanaf de dag waarop de dienstplichtigen van hun klasse geen militaire verplichtingen meer hebben.

Art. 42. De Minister van Landsverdediging stelt de reserveonderofficier op reform die, naar het advies van een geneeskundige commissie, definitief buiten staat is om te dienen.

De belanghebbende heeft geen militaire verplichtingen meer.

HOOFDSTUK X. — Diverse bepalingen

Art. 43. Ten aanzien van de reserveonderofficier aan wie met toepassing van artikel 11, § 2 en § 3, vergund wordt in vredetijd te dienen of die bij toepassing van artikel 13, 2° na deze periode van werkelijke dienst in dienst wordt gehouden, gelden :

- a) de samengeordende wetten op de militaire pensioenen;
- b) de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Art. 44. De prestaties genoemd in de artikelen 10, 1°, en 11, § 1, alsmede de periode van werkelijke dienst bedoeld in artikel 13, 2°, wanneer zij onmiddellijk op de voornoemde prestaties volgt, zijn begrepen in de wederoproeping onder de wapens, die aanleiding geven tot de vrijwaringsmaatregelen of tot de toekenning van de voordelen waarin voorzien wordt door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst en door de wetten en de reglementering op de kinderbijslagen en de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, onverminderd de vrijwaringen en de voordelen toegekend uit hoofde van andere dan de in dit artikel bedoelde prestaties.

Art. 45. De besturen en de regies van de Staat, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten, de verenigingen van gemeenten alsook de concessiehouders van openbare diensten en de door de besturen gesubsidieerde instellingen, moeten aan hun personeelsleden die reserveonderofficier zijn de voor het verrichten van militaire prestaties vereiste verloven toestaan, zowel met het oog op hun opleiding als met het oog op hun bevordering. Die verloven worden niet in mindering gebracht van de verloven die belanghebbenden normaal kunnen genieten.

Art. 46. Wanneer het leger gemobiliseerd is, kan de Koning de toepassing schorsen van de artikelen 1, 5° en 7°, en 30.

Art. 47. Voor de toepassing van de bepalingen van deze wet, wordt de medische dienst beschouwd als een krijgsmachtdeel.

HOOFDSTUK XI. — Wijzigingsbepalingen

Art. 48. Artikel 55 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmacht-delen en van de medische dienst, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 55. § 1. Benevens de officieren aangeworven met toepassing van artikel 54, worden onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, toegelaten in het kader der reserveofficieren :

- » 1° op hun aanvraag :
 - » a) de beroeps- of aanvullingsofficieren wier ontslag uit het ambt aangenomen is door de Koning, of die gepensioneerd zijn met toepassing van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen;
 - » b) de vrouwelijke officieren komende uit het kader van de hulpofficieren van de luchtmacht;
 - » c) de vrouwelijke officieren komende uit het kader van de tijdelijke officieren;
- » 2° van ambtswege :
 - » a) de mannelijke officieren komende uit het kader van de hulpofficieren van de luchtmacht;
 - » b) de mannelijke officieren komende uit het kader van de tijdelijke officieren. »

Art. 49. Artikel 60, 2°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de levenslange of tijdelijke ontzetting van een van de rechten die opgesomd zijn in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek, volgend uit een zonder uitstel uitgesproken veroordeling. »

Art. 50. In artikel 61 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° De § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :
 - « § 2. De reserveofficier wiens ontslag is aangenomen opdat hij als kandidaat-officier van de actieve kaders kan worden aanvaard, wordt wanneer hij niet benoemd wordt in een van die kaders,

officiers de réserve aux conditions que le Roi fixe. Il lui est accordé l'ancienneté et le grade qu'il aurait obtenus s'il n'avait pas quitté le cadre des officiers de réserve.

» Le refus de réintégration est prononcé par le Roi. »

2° Un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Les dispositions du § 2 ne s'appliquent pas à l'officier de réserve dont la démission a été acceptée en vue de contracter un réengagement en qualité de sous-officier des cadres actifs ou de volontaire temporaire. »

Art. 51. L'article 62 et l'article 63 de la même loi, modifiés par la loi du 13 juillet 1976, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 62. Les officiers de réserve sont assujettis aux rappels suivants :

» 1° les rappels ordinaires, dont la durée ne peut excéder trente jours par année;

» 2° les rappels d'urgence en temps de paix dans les cas prévus par la législation sur la milice pour les militaires en congé illimité;

» 3° les rappels en cas de mobilisation.

» Art. 63. § 1er. Les officiers de réserve peuvent, à l'invitation du Ministre de la Défense nationale ou avec son accord, effectuer des prestations d'entraînement de courte durée.

» § 2. Dans des circonstances exceptionnelles et pour assurer l'encadrement des forces armées sur le pied de paix, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser les officiers de réserve à servir dans une formation de ces forces armées. La durée de ces prestations ne peut excéder quatre années.

» Le début de ces prestations doit coïncider avec la fin du service accompli soit en qualité de milicien, soit en qualité d'officier du cadre de carrière ou de complément.

» Les prestations visées à l'alinéa 2 sont, pour les officiers de réserve des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, considérées comme ayant été effectuées dans le cadre du personnel militaire temporaire pour l'application des articles 7, 22, 1°, et 27, 1°, de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

» § 3. Pour assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationales, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser les officiers de réserve à servir en temps de paix dans les formations armées ou dans les organismes constitués pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale.

» § 4. Le Roi fixe les règles applicables aux officiers de réserve visés aux §§ 2 et 3. »

Art. 52. Dans l'article 64 de la même loi les mots « présent sous les armes » sont remplacés par les mots « en service ».

Art. 53. Dans l'article 68 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « l'officier de réserve mobilisé » sont remplacés par les mots « l'officier de réserve en service »;

2° Le texte de cet article dont les dispositions deviennent un § 1er, est complété par un § 2 libellé comme suit :

« § 2. Sont considérés de plein droit comme en non-activité :

» 1° les officiers de réserve en service dont l'absence a été reconnue irrégulière;

» 2° les officiers de réserve en service, condamnés par une juridiction belge à une peine non disciplinaire privative de liberté, pendant qu'ils subissent cette peine. »

Art. 54. Dans l'article 69 de la même loi, le mot « mobilisé » est supprimé.

Art. 55. Dans l'article 70 de la même loi, les mots « l'officier de réserve mobilisé » sont remplacés par les mots « l'officier de réserve en service ».

Art. 56. Dans l'article 71 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa, le mot « mobilisé » est supprimé;

2° le sixième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Si la démission d'office du grade, la destitution ou la dégradation militaire est prononcée, ou si l'officier de réserve est privé par une condamnation prononcée sans sursis, de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal, la suspension est convertie en non-activité. »

Art. 57. Dans l'article 72 de la même loi, les mots « sous les armes » sont remplacés par les mots « en service ».

opnieuw in het kader van de reserveofficiëren opgenomen onder de voorwaarden die de Koning kan bepalen. Hij verkrijgt de anciënniteit en de graad die hij zou verworven hebben indien hij het kader van de reserveofficiëren niet verlaten had.

» De weigering tot wederopneming wordt uitgesproken door de Koning. »

2° Een § 3, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 3. De bepalingen van § 2 zijn niet toepasselijk op de reserveofficier wiens ontslag is aangenomen om een wederdienstneming aan te gaan in de hoedanigheid van onderofficier van de actieve kaders of van tijdelijk vrijwilliger. »

Art. 51. Artikel 62 en 63 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 62. De reserveofficiëren zijn onderworpen aan de volgende wederoproepingën :

» 1° gewone wederoproepingën, waarvan de duur dertig dagen per jaar niet mag overschrijden;

» 2° spoedwederoproepingën in vredetijd, in de gevallen welke de dienstplichtwetgeving voor militairen met onbepaald verlof voorziet;

» 3° mobilisatiewederoproepingën.

» Art. 63. § 1. De reserveofficiëren kunnen, op verzoek van de Minister van Landsverdediging, of met zijn goedvinden, trainingsprestaties van korte duur verrichten.

» § 2. In uitzonderlijke omstandigheden en met het oog op de kaderbehoeften van de krijgsmacht op vredesvoet, kan de Minister van Landsverdediging de reserveofficiëren toestaan te dienen in een formatie van de krijgsmachtdelen. De duur van deze prestaties mag vier jaar niet te boven gaan.

» Het begin van deze prestaties dient samen te vallen met het einde van de dienst volbracht, hetzij als dienstplichtige, hetzij als officier van het beroeps- of aanvullingskader.

» Voor de reserveofficiëren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, worden de in het tweede lid bedoelde prestaties voor de toepassing van de artikelen 7, 22, 1°, en 27, 1°, van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, geacht te zijn verricht in het kader van het tijdelijk militair personeel.

» § 3. Ter uitvoering van de verplichtingen die België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, kan de Minister van Landsverdediging aan de reserveofficiëren toestaan in vredetijd te dienen in gewapende formaties of in lichamen opgericht met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid.

» § 4. De Koning bepaalt de regels die toepasselijk zijn op de in de §§ 2 en 3 bedoelde reserveofficiëren. »

Art. 52. In artikel 64 van dezelfde wet worden de woorden « aanwezig onder de wapens » vervangen door de woorden « in dienst ».

Art. 53. In artikel 68 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « gemobiliseerde reserveofficier » worden vervangen door de woorden « de in dienst zijnde reserveofficier »;

2° de tekst van dit artikel waarvan de bepalingen een § 1 worden, wordt aangevuld met een § 2 luidend als volgt :

« § 2. Geacht worden van rechtswege op non-activiteit te zijn :

» 1° de reserveofficiëren in dienst wier afwezigheid onregelmatig is bevonden;

» 2° de reserveofficiëren in dienst die door een Belgische rechtbank tot een niet krijgstucltelijke vrijheidsstraf zijn veroordeeld, terwijl zij deze straf ondergaan. »

Art. 54. In artikel 69 van dezelfde wet wordt het woord « gemobiliseerd » geschrapt.

Art. 55. In artikel 70 van dezelfde wet worden de woorden « gemobiliseerde reserveofficier » vervangen door de woorden « de in dienst zijnde reserveofficier ».

Art. 56. In artikel 71 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « gemobiliseerde » geschrapt;

2° het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer ontslag van ambtswege uit de graad, afzetting of militaire degradatie wordt uitgesproken of wanneer de reserveofficier door een zonder uitstel uitgesproken veroordeling ontzet is van een van de in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek genoemde rechten, wordt de schorsing omgezet in non-activiteit. »

Art. 57. In artikel 72 van dezelfde wet worden de woorden « onder de wapens » vervangen door de woorden « in dienst ».

Art. 58. Un article 80bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 80bis. Les officiers de réserve qui servent en vertu des dispositions de l'article 63, § 2, et § 3, ne peuvent, pendant la durée de ces prestations, être nommés à un grade supérieur. »

Art. 59. Les articles 82 et 83 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 82. Quand il est en service, l'officier de réserve est soumis au régime disciplinaire des officiers de carrière. Il en est de même du milicien commissionné au grade de sous-lieutenant en application de l'article 58 de la présente loi.

» Art. 83. § 1er. Les punitions disciplinaires qui peuvent être appliquées aux officiers de réserve en disponibilité sont les suivantes :

- » l'avertissement;
- » le blâme;
- » la réprimande.

» § 2. Le Roi fixe les modalités d'exécution du § 1er. »

Art. 60. L'article 84 de la même loi est abrogé.

Art. 61. Dans l'article 85 de la même loi, les mots « présent sous les armes » sont remplacés par les mots « en service ».

Art. 62. L'article 93, § 1er de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« L'officier de réserve autorisé à servir en temps de paix par l'application de l'article 63, § 1er et § 2, ou maintenu en service après cette période d'activité en application de l'article 65, 2^o est soumis :

- » a) aux lois coordonnées sur les pensions militaires;
- » b) à la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions. »

Art. 63. L'article 67, premier alinéa, 1^o, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Les rappels ordinaires dont la durée maximum ne peut excéder :

- » 30 jours par an pour les officiers de réserve;
- » 27 jours par an pour les sous-officiers de réserve;
- » 74 jours par an pour les officiers et sous-officiers qui font partie de la réserve de la gendarmerie;
- » 66 jours au total pour les autres militaires. »

Art. 64. Dans l'article 77 des mêmes lois, inséré par la loi du 13 juillet 1976, les mots « les sous-officiers, caporaux et brigadiers » sont remplacés par les mots « les militaires revêtus du grade de caporal ou de caporal-chef ou d'un grade équivalent ».

Art. 65. A l'article 7 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le militaire temporaire qui, à l'expiration de son engagement ou de son rengagement, est frappé d'une incapacité de travail consécutive à un accident survenu en service et par le fait du service, ou à une affection contractée ou aggravée en service et par le fait du service peut à sa demande et conformément aux conditions fixées par le Roi, être maintenu en activité. »

Art. 66. L'article 15, § 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. § 1er. Sans préjudice de l'application, en ce qui concerne le personnel féminin, des dispositions de l'article 55 de la loi du 13 juillet 1976, l'officier ou le sous-officier temporaire auquel l'emploi est définitivement retiré en vertu de l'article 14, § 1er, 1^o ou 3^o, est transféré dans le cadre des officiers ou des sous-officiers de réserve, avec le grade dont il est revêtu dans le cadre temporaire et avec son ancienneté dans ce grade. »

Art. 67. L'article 55 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. Le militaire féminin auquel l'emploi est définitivement retiré pour quelque motif que ce soit, n'est pas soumis à des obligations militaires et est placé en congé définitif, sauf si ce militaire est admis à sa demande dans le cadre des officiers ou des sous-officiers de réserve. »

Art. 68. L'article 19 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs modifié par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Sans préjudice de l'application, en ce qui concerne le personnel féminin, des dispositions de l'article 55 de la loi du 13 juillet 1976, l'officier auxiliaire qui n'a pas été admis dans le cadre de

Art. 58. Een artikel 80bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 80bis. De reserveofficieren die dienen krachtens de bepalingen van artikel 63, § 2 en § 3, kunnen tijdens de duur van deze prestaties niet benoemd worden tot een hogere graad. »

Art. 59. De artikelen 82 en 83 van dezelfde wet worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 82. Wanneer hij in dienst is, is de reserveofficier onderworpen aan het tuchtstelsel van de beroepsofficieren. Hetzelfde geldt voor de dienstplichtige die krachtens artikel 58 van deze wet aangesteld is tot de graad van onderluitenant.

» Art. 83. § 1. De tuchtstraffen die kunnen opgelegd worden aan de reserveofficier in beschikbaarheid zijn de volgende :

- » de waarschtuwng;
 - » de blaam;
 - » de berisping.
- » § 2. De Koning bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van § 1. »

Art. 60. Artikel 84 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 61. In artikel 85 van dezelfde wet worden de woorden « onder de wapens aanwezige » vervangen door de woorden « in dienst zijnde ».

Art. 62. Artikel 93, § 1 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Ten aanzien van de reserveofficier aan wie bij toepassing van artikel 63, § 1 en § 2, vergund wordt in vredetijd te dienen of die bij toepassing van artikel 65, 2^o na deze periode van werkelijke dienst in dienst wordt gehouden, gelden :

- » a) de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen;
- » b) de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen. »

Art. 63. Artikel 67, eerste lid, 1^o, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o Gewone wederoproeping die ten hoogste mogen bedragen :

- » 30 dagen per jaar voor de reserveofficieren;
- » 27 dagen per jaar voor de reserveonderofficieren;
- » 74 dagen per jaar voor de officieren en onderofficieren die deel uitmaken van de rijkswachtreserve;
- » 66 dagen in totaal voor de overige militairen. »

Art. 64. In artikel 77 van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, worden de woorden « onderofficieren, korporaals en brigadiers » vervangen door de woorden « militairen bekleed met de graad van korporaal of van korporaal-chef of met een gelijkwaardige graad ».

Art. 65. In artikel 7 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalenterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De tijdelijke militair die aan het einde van zijn dienstneming of wederdienstneming arbeidsongeschikt is ten gevolge van een ongeval hem overkomen gedurende de dienst en door de dienst of ten gevolge van een kwaal ontstaan of verergerd gedurende de dienst en door de dienst, kan, wanneer hij het vraagt en overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld door de Koning, in werkelijke dienst gehouden worden. »

Art. 66. Artikel 15, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. § 1. Onverminderd de toepassing, wat betreft het vrouwelijk personeel, van de bepalingen van artikel 55 van de wet van 13 juli 1976, wordt de tijdelijke officier of onderofficier aan wie het ambt definitief wordt ontnomen krachtens artikel 14, § 1, 1^o of 3^o, overgeplaatst naar het kader der reserveofficieren of onderofficieren, met de graad waarmede hij in het tijdelijke kader bekleed is en met zijn anciënniteit in deze graad. »

Art. 67. Artikel 55 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 55. De vrouwelijke militair die, voor om het even welke reden, definitief uit haar ambt wordt ontheven, heeft geen militaire verplichtingen, en wordt in onbepaald verlof geplaatst, behalve indien deze militair op haar aanvraag in het kader van de reserveofficieren of onderofficieren wordt opgenomen. »

Art. 68. Artikel 19 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. Onverminderd de toepassing voor het vrouwelijk personeel, van de bepalingen van artikel 55 van de wet van 13 juli 1976, wordt de hulpofficier die niet in het beroeps- of aanvullingskader

carrière ou de complément du corps du personnel navigant de la force aérienne est, à l'issue de son engagement, transféré dans le cadre de réserve, avec son grade et son ancienneté dans ce grade. »

Art. 69. L'article 18 de la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, modifié par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Sans préjudice de l'application, en ce qui concerne le personnel féminin, des dispositions de l'article 55 de la loi du 13 juillet 1976, le sous-officier auxiliaire qui n'a pas été admis dans le cadre de carrière du personnel navigant de la force aérienne est, à l'issue de son engagement, transféré dans le cadre de réserve, avec son grade et son ancienneté dans ce grade. »

CHAPITRE XII. — Dispositions finales

Art. 70. Le Roi peut prendre les dispositions transitoires nécessaires à l'application de cette loi.

Art. 71. § 1er. Le Roi est chargé de coordonner les dispositions légales en vigueur relatives au statut des officiers et des sous-officiers de réserve des forces armées, ainsi que les modifications expresses ou implicites que ces dispositions ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

§ 2. A cette fin, Il peut :

1^o modifier l'ordre et le numérotage des titres, des chapitres, sections, articles et paragraphes des dispositions à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions ;

2^o modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau ;

3^o modifier la rédaction des textes des dispositions légales susmentionnées, en vue d'assurer une terminologie uniforme.

§ 3. La coordination portera l'intitulé suivant :

« Lois relatives au statut des officiers et des sous-officiers de réserve des forces armées, coordonnées le ... ».

Art. 72. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 février 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
F.-X. de DONNEA

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 87 — 500

2 MARS 1987. — Arrêté royal fixant les chiffres correspondant aux critères de répartition de la somme globale réservée aux dépenses de la politique régionale pour 1987

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 7, alinéas 1er et 2;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 5 et 48;

van het korps van het varend personeel van de luchtmacht werd opgenomen, op het einde van zijn dienstverbintenis, overgeplaatst naar het reservekader, met zijn graad en zijn anciënniteit in die graad. »

Art. 69. Artikel 18 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Onverminderd de toepassing voor het vrouwelijk personeel, van de bepalingen van artikel 55 van de wet van 13 juli 1976, wordt de hulponderofficier die niet in het beroepskader van het varend personeel van de luchtmacht werd opgenomen, op het einde van zijn dienstverbintenis, overgeplaatst naar het reservekader, met zijn graad en zijn anciënniteit in die graad. »

HOOFDSTUK XII. — Slotbepalingen

Art. 70. De Koning kan de overgangsmaatregelen vaststellen die nodig zijn voor de toepassing van de wet.

Art. 71. § 1. De Koning is belast met het coördineren van de geldende wetsbepalingen betreffende het statuut van de reserveofficieren en onderofficieren van de krijgsmachtdelen, alsmede van de uitdrukkelijke of impliciete wijzigingen welke die bepalingen hebben of zullen hebben ondergaan op het ogenblik waarop de coordinaties zullen plaatshebben.

§ 2. Daartoe kan Hij :

1^o de volgorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, afdelingen, artikelen en paragrafen der te coördineren bepalingen wijzigen en ze op een andere wijze indelen ;

2^o de verwijzingen in de te coördineren bepalingen wijzigen om ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen ;

3^o de redactie van de teksten der bovenvermelde wettelijke bepalingen wijzigen met het oog op een eenvoudige terminologie.

§ 3. De coördinatie zal het volgende opschrift dragen :

« Wetten betreffende het statuut van de reserveofficieren en onderofficieren van de krijgsmacht, gecoördineerd op ... ».

Art. 72. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
F.-X. de DONNEA

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
J. GOL

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 87 — 500

2 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de cijfers overeenstemmend met de verdelingscriteria van de globale som voorbehouden voor de uitgaven van het gewestelijk beleid voor 1987

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 7, eerste en tweede lid;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 5 en 48;